

Direction de la réglementation et de la gestion de l'espace public Arrêté temporaire n° 109-S26

Arrêté relatif à l'occupation du domaine public par l'aumônerie des étudiants de Nantes, gare sud, en face du numéro 48 quai de Malakoff, sur le terre-plein, commune de Nantes

Période : chaque samedi et dimanche, du samedi 27 septembre 2022 au dimanche 25 juin 2023 inclus

Nature : distribution de repas à des personnes dans le besoin

Etablissement : Aumônerie des étudiants de Nantes – 4, boulevard du Petit Port 44 300 Nantes

Arrêté

La Présidente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route et le code de la voirie routière,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du conseil métropolitain fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté portant délégation de fonction et de signature,

Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l'autorité de police en matière de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes,

Considérant que des opérations de distribution alimentaire aux particuliers, sont envisagées en divers points de l'espace public nantais et qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

Considérant que ces opérations, menées à l'initiative de Nantes Métropole, s'inscrivent dans le cadre d'une mission d'intérêt général,

Considérant que ces opérations ne sont pas de nature à perturber l'équilibre général de la circulation et du stationnement sur la commune de Nantes, y compris en son centre-ville,

Considérant qu'il importe de maintenir la sécurité des usagers empruntant les voies de circulation,

Arrête

Article 1. Objet et bénéficiaire : afin d'assurer la distribution de repas à des personnes dans le besoin sur le territoire de la commune de Nantes, l'association Aumônerie des étudiants de Nantes est autorisée à occuper l'espace public dans les conditions prévues au présent arrêté.

Article 2. Durée : les opérations visées ci-dessus sont autorisées uniquement dans la période définie en en-tête du présent arrêté.

Article 3. Localisation : le bénéficiaire est autorisé à assurer la distribution de repas gare sud, en face du numéro 48 quai de Malakoff, sur le terre-plein, conformément au plan joint au dossier.

Article 4. Horaires : l'association est autorisée à occuper le domaine public chaque samedi et dimanche entre 19 h 00 et 20 h 30.

Article 5 : Respect du protocole sanitaire : le bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions du protocole sanitaire, notamment au regard du nombre de personnes présentes en simultané sur un même lieu.

Article 6. Etat des lieux : en début d'occupation, les trottoirs, chaussées et autres espaces publics qui seront utilisés par le bénéficiaire sont réputés être en parfait état.

Article 7. Propreté et remise en état : le bénéficiaire veillera au ramassage et à l'évacuation des aliments et contenants non distribués ou jetés sur l'espace public. En cas de dégradations de cet espace (chaussées, trottoirs, bordures, panneaux, mobiliers urbains, marquages au sol, végétation...) constatées par les services de Nantes Métropole, au cours ou à l'issue de l'autorisation, la remise en état aux frais du bénéficiaire sera effectuée, après notification par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 8. Bruit : le bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation nationale et locale sur le bruit.

Article 9. Autorisations complémentaires : la circulation des piétons sera maintenue (cheminements, passe-pieds...) et priorité sera donnée au maintien de la sécurité sur l'espace public.

Article 10. Signalisation et sécurité : le bénéficiaire prendra les mesures nécessaires afin d'éviter tout accident.

En cas d'emprise non autorisée sur l'espace public ou dans l'hypothèse où des parties d'installations et/ou de signalisation présenteraient un danger pour la sécurité publique, les services de Nantes Métropole pourront intervenir sans délai aux frais du bénéficiaire.

Article 11. Responsabilité : le bénéficiaire est responsable de tous dommages causés aux tiers du fait de son activité sur le domaine public.

Le bénéficiaire garantit Nantes Métropole contre tout recours dont la métropole pourrait faire l'objet de la part de victimes d'accidents en rapport avec l'occupation.

Article 12. Redevance : l'occupation s'inscrivant dans le cadre d'une mission d'intérêt général, aucune redevance d'occupation du domaine public ne sera perçue.

Article 13. Formalités : le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de solliciter toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements en vigueur.

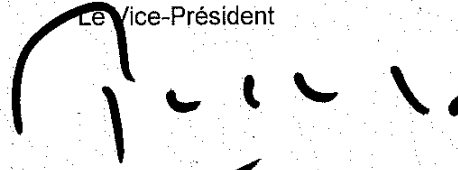
Article 14. Terme : la présente autorisation est personnelle, précaire et ne constitue pas un droit de réservation d'une partie du domaine public. Elle peut être révoquée à tout moment sans préavis ni indemnité si l'intérêt général et en particulier l'intérêt de la circulation l'exige, ou en cas de non respect par le bénéficiaire de ses obligations.

Article 15. Sanctions : en application du code de la voirie routière, l'occupation sans autorisation préalable de tout ou partie du domaine public routier ou de ses dépendances est sanctionnée par une contravention de cinquième classe.

Article 19. Entrée en vigueur : le présent arrêté prend effet au jour de son affichage.

Fait à Nantes, le **18 JUIL. 2022**

Pour la Présidente
Le Vice-Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pascal BOLO', written over the printed name below.

Pascal BOLO